

**DEPARTEMENT  
D'INDRE ET LOIRE**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**N° 19/2026**

**COMMUNE DE  
PARCAY-  
MESLAY**

## **DÉCISION DU MAIRE**

### **Renouvellement de concession funéraire dans le cimetière communal**

#### **Le Maire de la commune de Parçay-Meslay**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-22, L.2213-7 et les suivants, L.2223-3, L.2223-13 et les suivants, R.2223-10 et les suivants ;

**VU** la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

**VU** la délibération n° 2023-05 du 30 mars 2023 modifiant la délibération n°2020-23 du 9 juin 2020, portant les délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière ;

**VU** la délibération n° 2024-72 du 19 décembre 2024 fixant les tarifs des différentes concessions ;

**VU** le règlement de cimetière en date du 3 mars 2000 ;

**CONSIDÉRANT** la demande de renouvellement au nom du concessionnaire présentée par [REDACTED] agissant en qualité d'ayant-droit faite par voie de dépôt de dossier le 18 mars 2026 ;

#### **DÉCIDE :**

**Article 1 : D'APPROUVER** le renouvellement de cette concession funéraire au nom de [REDACTED] selon les indications données agissant en qualité d'ayant-droit, pour une durée de 50 ans, à compter du 6 décembre 2021 située :

- Terrain : Carré 1
- Emplacement n° : 145
- Concession n° : 19/2026

**Article 2 : DE DIRE** que le renouvellement de cette concession est accordé pour une durée de 50 années. Il prend effet à compter du 6 décembre 2021 et expirant le 5 décembre 2071. A l'issue de cette période, le concessionnaire ou les ayants-droits pourront leur droit exercer leur droit au renouvellement pendant une durée de 2 ans, soit jusqu'au 5 décembre 2073

**Article 3 : DE RAPPELER** que la présente décision ne constitue pas un droit réel de propriété mais un simple droit d'usage avec affectation spéciale. Le concessionnaire ou ses ayants droit ne pourra ni louer, ni hypothéquer, ni aliéner son terrain.

**Article 4 : DE RAPPELER** que le titulaire du terrain et par la suite ses ayants droit s'engagent à maintenir en bon état d'entretien et de propreté la sépulture familiale jusqu'à la date d'expiration. Cette concession a une superficie de de 2,00 m<sup>2</sup> superficiels. Aucun dépassement de cette surface n'est autorisé.

**Article 5 : DE RAPPELER** que le titulaire est tenu d'identifier l'emplacement de la concession.

**Article 6 : D'ATTRIBUER** le terrain moyennant le versement de la redevance fixée par le conseil municipal d'un montant de 360,00 euros, qui a été payée par chèque n° 8678494 – Caisse d'Épargne, au receveur municipal en date du 6 décembre 2021.

**Article 7 : DE RAPPELER** qu'en cas d'urgence et pour des raisons impératives de sécurité l'administration se réserve le droit d'intervenir à tout moment sur la concession. En application de l'article L511-4-1 du Code de la Construction et de l'Habitation en matière de péril, les frais pourront être mis à la charge du concessionnaire et par la suite à ses ayants droit.

**Article 8 : DE RAPPELER** que la concession est renouvelable au prix du tarif en vigueur au moment du renouvellement. Il appartient au(x) concessionnaire(s) ou leurs ayants droit d'en faire la demande au plus tôt un an avant l'échéance et au plus tard deux ans qui suivent l'expiration du contrat. A défaut du paiement de cette nouvelle redevance, le terrain concédé fait retour à la commune.

**Article 9 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi, notamment au moyen de l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 11 :** L'ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le percepteur
- Pôle services à la population de la mairie
- Au concessionnaire ou les ayants-droits

*Il sera rendu compte au conseil municipal à sa plus prochaine séance de la présente décision.*

Fait à Parçay-Meslay, le 31 mars 2026

Certifié exécutoire :

- Date transmission au 1<sup>er</sup> avr: 2026
- contrôle de légalité :
- Date de notification : 1<sup>er</sup> avr: 2026
- Date de publication : 1<sup>er</sup> avr: 2026



Bruno FENET  
Le Maire